



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

négociations

Question au Gouvernement n° 1006

Texte de la question

SOMMET SOCIAL À L'ÉLYSÉE

M. le président. La parole est à M. Jean-François Copé, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Jean-François Copé. Monsieur le président, ma question s'adresse au ministre du travail et des relations sociales, M. Brice Hortefeux.

Alors que le monde traverse une crise économique et sociale d'une ampleur inédite, le Président de la République réunira demain, à l'Élysée, l'ensemble des partenaires sociaux.

M. Maxime Gremetz. Il était temps : voilà un mois que cela dure !

M. Jean-François Copé. Cette rencontre sera essentielle pour la suite. Si elle est particulièrement importante, c'est d'abord parce que, au-delà de l'échange de mesures auquel il faut travailler, elle constitue sans doute l'occasion de poser les fondements d'un nouveau pacte social qui doit nous permettre de nous rassembler, dans un contexte aussi difficile que celui que nous vivons. Dans les semaines et les mois qui viennent, ce pacte doit nous faire réfléchir à un objectif, l'emploi : l'emploi pour ceux qui, aujourd'hui, en ont un et qui craignent de le perdre parce qu'ils sont dans un secteur menacé ; l'emploi aussi pour ceux qui le cherchent, et qui craignent, à cause de la crise, de devenir demain des chômeurs de longue durée.

Notre majorité est entièrement mobilisée pour vous aider à trouver toutes les formules et toutes les propositions concrètes (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP*) qui répondent de manière opérationnelle aux angoisses de ceux de nos compatriotes qui craignent pour leur emploi. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe UMP.*)

Cela est d'autant plus nécessaire que c'est bien l'emploi qui détermine le pouvoir d'achat, et non l'inverse. C'est donc dans cet esprit que nous voulons travailler avec vous, monsieur le ministre. D'ailleurs, dans la foulée de cette rencontre sociale, nous rencontrerons nous-mêmes l'ensemble des partenaires sociaux pour travailler avec eux. (*Rires et exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

M. Jean-Pierre Brard. Cela ne sert à rien, avec l'UMP !

M. Jean-François Copé. Là encore, nous entendons vous accompagner dans ce combat que nous voulons mener pour une France rassemblée avec un seul objectif : sortir de cette crise par le haut.

Dans ce contexte, monsieur le ministre, pouvez-vous nous dire dans quel état d'esprit...

M. Maxime Gremetz. Ce n'est pas un état d'esprit qu'il faut, mais des mesures !

M. Jean-François Copé.... le Président de la République et le Gouvernement abordent le sommet social qui aura lieu demain ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. Brice Hortefeux, ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville.

M. Brice Hortefeux, *ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville*. En effet, monsieur le député Jean-François Copé, vous évoquez un sujet majeur : celui de la rencontre de demain. Vous le savez, celle-ci a été préparée en amont, tout au long de la semaine dernière, par des rencontres avec l'ensemble des partenaires sociaux et patronaux.

La réalité est simple : nous avons d'abord évoqué la question de l'agenda social car, dans une démocratie sociale moderne et apaisée, il était bon que le Président de la République propose des rendez-vous réguliers.

Ensuite, nous avons abordé le thème de cette réunion de travail qui, naturellement, constitue une étape importante, mais aussi un processus de discussion pour l'avenir.

La réalité est simple, et vous avez raison de le souligner, monsieur Copé. Notre cap est donc clair : nous mettons tout en oeuvre, et nous devons tout mettre en oeuvre pour préserver l'emploi. (*Murmures sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

M. Maxime Gremetz. Cela se voit !

M. Brice Hortefeux, *ministre du travail*. Comme vous l'avez dit, préserver l'emploi, c'est protéger le pouvoir d'achat ; c'est aussi porter une attention toute particulière aux plus fragiles - le Gouvernement, sous l'autorité de M. Fillon, a commencé à le faire - garantir le versement anticipé du RSA, la prime à la cuve, la prime à la casse, le tarif social du gaz pour les plus défavorisés. C'est enfin porter une attention spéciale aux jeunes qui arrivent sur le marché du travail.

En même temps, il s'agit d'un signal adressé aux classes moyennes, au travers des pistes utiles et fort constructives qu'a avancées le Président de la République lors de son allocution du 5 février dernier, en matière fiscale et dans le domaine de la politique familiale.

Vous l'avez compris, notre position est simple : c'est celle du dialogue, de l'écoute et de la concertation. (*Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR. - (Applaudissements sur quelques bancs du groupe UMP.)*) Soyons clairs : l'écoute et la concertation, dans l'esprit du Gouvernement, n'empêchent en rien la détermination et l'action !

Dès lors, notre objectif, fort et ambitieux, est tout simplement celui de la justice, afin que personne ne reste au bord du chemin ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP. - Rires et exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

Données clés

Auteur : [M. Jean-François Copé](#)

Circonscription : Seine-et-Marne (6^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1006

Rubrique : Travail

Ministère interrogé : Travail, relations sociales, famille, solidarité et ville

Ministère attributaire : Travail, relations sociales, famille, solidarité et ville

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 18 février 2009

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 18 février 2009